

nouvelles unités dans des foyers pour les femmes et les enfants victimes de violence familiale.

À la fin de l'an dernier, environ 100 de ces unités avaient été autorisées. Nous espérons en avoir 275 de plus d'ici la fin de juin.

Malheureusement, jusqu'à maintenant nous n'avons pas été en mesure de conclure d'accord avec l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard à ce sujet. En Alberta, deux propositions ont été soumises à des appels d'offres. Nous n'avons reçu que sept expressions d'intérêt mais, malheureusement, aucune dans la ville de Calgary. J'espère que la députée pourra encourager les groupes de Calgary s'occupant de logements sociaux à présenter des soumissions de façon à ce que l'on puisse construire quelques unités dans cette ville.

* * *

LES PÊCHES

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Vingt-quatre heures se sont écoulées et la situation de National Sea Products de St. John's n'a pas encore été réglée. Le syndicat a rejeté son plan. Ma question est très simple. Avec tous les pouvoirs dont le gouvernement dispose au titre de la Loi sur les pêches, pourquoi n'est-il pas intervenu pour aider les centaines de travailleurs qui sont sur le pavé?

Pour retourner au ministre une expression qu'il aime bien, quand va-t-il se manier le train et faire quelque chose au sujet de National Sea?

• (1450)

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, il est difficile de savoir si le député comprend la situation de la pêche de la côte est.

M. Robichaud: Vous, en tout cas vous ne la comprenez pas.

Mme Clancy: Nous ne la comprenons que trop bien.

M. le Président: Le ministre a été interrogé. Je suis persuadé que les députés tiendront à ce qu'il réponde. La parole est au ministre.

M. Crosbie: Merci, monsieur le Président. Il y a à National Sea un problème au niveau des quantités disponibles. Depuis plusieurs années elle a perdu dans les 150 millions de livres de contingent de poisson à transformer,

donc elle n'a plus tout ce poisson à envoyer à ses usines et elle a dû prendre la décision d'en fermer plusieurs.

Après une longue insistance de ma part et de celle de plusieurs autres, elle vient de présenter un plan qui offrirait 100 emplois permanents à temps complet pour le décorticage de la crevette à l'usine de St. John's; 170, si les travailleurs veulent bien partager le temps de travail, et 130 autres travailleurs seraient affectés aux chalutiers et au débarquement du poisson à l'usine, ce qui fait que 300 personnes environ conserveraient du travail sur les 450 visées par l'avis de licenciement à l'heure actuelle.

En outre, le gouvernement de Terre-Neuve a conclu un accord avec la société pour que cette dernière continue de fonctionner dans les conditions actuelles jusqu'au 5 août, ce qui prolongerait de quatre à cinq mois le délai de préavis.

Je pense que les travailleurs devraient étudier soigneusement la proposition de la société et se demander quelles sont les autres solutions, parce qu'il ne semble pas y en avoir.

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, je pose ma question supplémentaire au même ministre. Il nous a dit hier que le régime de l'assurance-chômage était la planche de salut des pêcheurs de l'Atlantique.

Je tiens à lui rappeler que la moitié des pêcheurs et des travailleurs d'usine de ma circonscription n'ont pas été admissibles aux prestations de chômage cette année. Le régime que le gouvernement a émasculé est inutile.

Des voix: C'est la faute du Sénat!

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Il me semble que les députés ne devraient certes pas interrompre les questions et les réponses sur un sujet aussi sérieux. Le député pourrait-il reprendre la dernière partie de sa question?

M. Rompkey: C'est très simple, monsieur le Président. Quand le gouvernement du Canada tiendra-t-il parole envers les pêcheurs et les travailleurs d'usine de la région de l'Atlantique en leur proposant quelque chose de plus substantiel que l'aide dérisoire de 130 millions de dollars qu'il leur a offerte jusqu'ici?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, ces 130 millions de dollars, c'est autant de plus que ce qu'a offert le gouvernement du député pendant son mandat.